

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du Général De Gaulle – BP 1354
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 20/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



SCCU CENTRALE THERMIQUE

RUE HENRY WILHELM
68000 COLMAR

Références : 0387_2022_06_08_SCCU_inspAN1.2.4 (esp)

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/06/2022 dans l'établissement SCCU CENTRALE THERMIQUE implanté RUE HENRY WILHELM 68000 COLMAR. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCCU CENTRALE THERMIQUE
- RUE HENRY WILHELM 68000 COLMAR
- Code AIOT dans GUN : 0006700387
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La centrale thermique assure la production d'eau surchauffée et de vapeur pour l'alimentation en chauffage et en eau chaude du centre-ville de COLMAR et de ses quartiers Ouest. En cours de travaux, elle sera équipée de 4 chaudières fonctionnant au gaz naturel qui remplaceront certaines des chaudières actuelles. La chaudière biomasse existante restera en fonctionnement sans être modifiée.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action Nationale 2022 (2.1.4. Réseau et canalisation) : équipements sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Liste des équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III	/	Sans objet
Registre d'exploitation	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-I	/	Sans objet
Requalifications périodiques	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3	/	Sans objet
Etat des équipements	Autre du 28/12/2016, article R557-14-2	/	Sans objet
Réseau de chaleur	Arrêté Ministériel du 08/08/2013, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas mis à jour de non conformité nécessitant la mise en oeuvre de suites pour cette partie des constats (ESP).

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Liste des équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
Prescription contrôlée : III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : L'exploitant a transmis par courriel, le 11 mai 2022, la liste des équipements soumis aux contrôles réglementaires. Cette liste fait apparaître la période d'épreuve, la période de visite, ainsi que les dates des dernières épreuves et visites, ainsi que les dates prévisionnelles des suivantes. L'inspection portera sur la chaudière n°5 (biomasse) dont la dernière épreuve date du 4 août 2020.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Registre d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-I
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
Prescription contrôlée : I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques.[...]
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté un classeur dédié à la chaudière n° 5. L'exploitant disposait des comptes-rendus des dernières visites périodiques de la chaudière, les rapports d'essais des 2 soupapes présentes sur la chaudière et les documents techniques de ces soupapes.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Requalifications périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
Prescription contrôlée : I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique : [...] - trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ; - six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ; [...] - dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur. II. - La requalification périodique d'un équipement sous pression fixe est renouvelée lorsque celui-ci fait l'objet à la fois d'une installation dans un autre établissement et d'un changement d'exploitant.
Constats : Le jour de la visite, l'exploitant avait à disposition un compte rendu d'intervention du 29/07/2020 pour les équipements : générateurs, économiseur et surchauffeur correspondant aux numéros d'identification APAVE 162932/1 à 4. Ces équipements sont répertoriés dans le listing des appareils soumis à contrôles périodiques transmis par l'exploitant préalablement à l'inspection. Ce sont les équipements liés à la chaudière n°5 biomasse : 0162932 - 1 : chaudière 0162932 - 4 : économiseur 0162932 - 2 : cône d'alimentation 0162932 - 3 : cadre L'exploitant a transmis par courriel postérieurement à l'inspection (courriel du 10 juin), une photo de la plaque constructeur de l'économiseur disposant du marquage de la dernière épreuve hydraulique : 04/08/2020 (non vu lors de l'inspection). Il a également transmis une attestation de requalification périodique (APAVE n°4-125057) concluant que l'épreuve hydraulique réalisée le 04/08/2020 était satisfaisante.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Accessoires de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
Prescription contrôlée : I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle. [...] V. - Les accessoires de sécurité sont dimensionnés en fonction des conditions de service et des processus industriels mis en œuvre dans les équipements qu'ils protègent. [...] Les conditions de leur installation ne font pas obstacle à leur fonctionnement, à leur surveillance ou à leur maintenance.
Constats : La chaudière n° 5 dispose d'une plaque constructeur spécifiant la pression de service à 16 bars. La chaudière est équipée de 2 soupapes installées, l'une en partie haute du corps de la chaudière et l'autre sur la conduite de vapeur immédiatement en sortie de la chaudière. Dans l'attestation de requalification citée précédemment dans ce rapport, il est spécifié que les soupapes ont été retarées le 06/07/2020 et qu'elles satisfont aux essais de vérification réalisés le 29/07/2020. Pressions de tarages des 2 soupapes : - soupape 143621 : 16 bars - soupape 145532 : 15.5 bars
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Etat des équipements

Référence réglementaire : Autre du 28/12/2016, article R557-14-2
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
Prescription contrôlée : [...]Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire.[...]
Constats : Le jour de la visite, la chaudière n'a pas été contrôlée de façon minutieuse. Un tour rapide des équipements a été fait. Aucune déformation ou fuite n'a été vu lors de la visite. Il est précisé, ici que l'inspection n'a pas réalisée d'inspection exhaustive de l'état de l'installation.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Réseau de chaleur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/08/2013, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
Prescription contrôlée : Le présent arrêté est applicable aux canalisations de transport d'eau surchauffée dont la température peut excéder 120°C ou de vapeur d'eau, mentionnées au V de l'article 2 du décret du 13 décembre 1999 susvisé et répondant simultanément aux conditions suivantes :– la canalisation ne relève pas du code minier ;– la canalisation ne fait pas partie d'une installation mentionnée à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;– la pression maximale admissible est supérieure à 0,5 bar ;– la dimension nominale (DN) est supérieure à 32 ;– le produit de la pression maximale admissible (exprimée en bar) par la dimension nominale est supérieur à 1 000 bar.
Constats : Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis par courriel du 02 juin 2022, les caractéristiques de son réseau : * Vapeur liaison CVE Centrale thermique Température maximale : 250°C pour la vapeur, 200°C pour les condensats Pression maximale admissible : 22b pour la vapeur, 16b pour les condensats Diamètre maximal : DN250 pour la vapeur, DN100 pour les condensats * Eau Surchauffée : appeler à basculer semaine 24 en Basse température 105°C Température maximale : 200°C Pression maximale admissible : 19b Diamètre maximal : DN450
Observations : Les installations sont en cours de modifications. Les anciennes chaudières vont être remplacées par des nouvelles au gaz naturel. Seule la chaudière biomasse reste en place. Cette modification a été actée par arrêté préfectoral complémentaire du 6 avril 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet